

L'Histoire est toujours plus riche que elle ne peut le sembler. Et tant qu'ils ne disposent pas de moyens réels d'agir sur elle, les hommes, et plus spécialement les marxistes, risquent d'en être toujours à essayer de l'interpréter a posteriori. C'est pour cette raison que le premier objectif des marxistes est partout la constitution d'un parti révolutionnaire. Non que cette constitution résolve automatiquement tous les problèmes, mais, par les possibilités qu'elle ouvre d'agir réellement sur eux, elle permet de les poser dans des termes qui excluent quelques unes, sinon toutes les surprises. La situation actuelle en Tunisie rappelle de manière aiguë à quel point est grave l'absence d'un tel parti, l'attitude de certains militants de gauche confirme quels dangers cette absence entraîne, ne serait-ce que sur le plan de la tentation des positions plus ou moins ouvertement réformistes, ou bien, à l'autre pôle, de l'aventurisme de gauche. Une clarification s'impose donc. Clarification au premier chef pour l'auteur, qui en profitera pour réaffirmer un certain nombre de principes; clarification, espère-t-il, pour tous ceux avec qui il mène un difficile débat depuis quelque temps déjà.

Rappelons d'abord notre analyse de la société tunisienne et de ses contradictions ainsi que la manière dont nous avons, à partir de la définition d'objectifs stratégiques fondamentaux, abouti à la formulation d'une tactique dont le point qui a le plus retenu l'attention est "l'entrisme" au sein du P.S.D. Ensuite nous essaierons de dégager une interprétation claire de la situation actuelle, ce qui nous permettra de définir une nouvelle tactique, voire même, si cela s'impose, de nouveaux objectifs stratégiques.

L'équipe dirigeante tunisienne est une équipe d'origine petite-bourgeoise qui s'est détachée de la petite-bourgeoisie. Devant l'échec de ses tentatives de "voie capitaliste", étant donné les réalités économiques et sociales tunisiennes et la pression des masses, cette équipe -au demeurant très hétérogène- s'est engagée dans une politique de bascule entre les masses populaires et les éléments bourgeois et impérialistes, politique dont les conséquences ont été subies essentiellement par la petite bourgeoisie et la classe ouvrière. Néanmoins, par les contradictions qu'elle a développées, cette politique a constitué un affaiblissement de plus en plus marqué de la bourgeoisie, remplacée progressivement dans son rôle de direction politique et économique par une bureaucratie en voie de constitution.

Par son caractère d'équilibrisme, par l'interdiction faite aux masses de participer aux débats, par l'influence encore grande de la bourgeoisie à tous les niveaux par la dépendance réelle à l'égard de l'impérialisme, cette politique n'a réussi à résoudre aucun problème, à n'aller au fond d'aucune solution. Les seuls succès dont elle peut se prévaloir, qui se résument en la stabilité politique, sont d'avoir reporté à plus tard l'éclatement des contradictions, qui se produira à un niveau différent, tout en ayant peu à peu dépolitisé la majorité des tunisiens. L'aspect le plus immédiatement perceptible de cet insuccès général est l'isolement social de cette équipe, dont très peu de membres se prévaudraient de la politique économique, et les augmentations perpétuelles du nombre et du coût des bureaucrates, malgré les professions de foi maintes fois répétées dans l'austérité.

Le rôle de Bourguiba dans tout ce processus est fondamental : par son prestige auprès des masses, joint à l'absence de prestige -à laquelle il a consciemment contribué- des autres membres de l'équipe, il a été en mesure de constituer l'arbitre suprême, le seul juge de la vie politique tunisienne. Son "flair" politique très aigu et son absence totale de principes autres que celui de rester au pouvoir et de consolider celui-ci, lui a permis de faire à chaque alerte les concessions aux masses qui ont désamorcé toute possibilité de mobilisation. Le maintien de ce type de politique, en dernière analyse, conduisait à l'affaiblissement de plus en plus net de la bourgeoisie et à la consolidation de cette bureaucratie encore embryonnaire, mais menaçait le pouvoir d'un isolement de plus en plus grave.

Après la crise du complot de 1962 et la prise de conscience de cet isolement, Bourguiba et son équipe se sont préoccupés de tenter de redonner consistance au Parti du Néo-Destour. Cette tentative, qui se heurtait à de multiples difficultés, ne pouvait déboucher que sur une contradiction encore plus explosive : ou bien, ayant épuisé les possibilités de détourner les activités du Parti vers les voies du syndicalisme, des aspirations à une culture petite bourgeoise et du folklore, on admettait de le laisser être le lieu de politisation et de batailles politiques en Tunisie

sur la base d'un recrutement de masse, avec par conséquent la possibilité d'un dépassement révolutionnaire ; ou bien on donnait un coup d'arrêt à cette tendance et on aboutissait à un isolement aggravé encore par la déception de militants susceptibles de rejoindre alors n'importe quelle autre direction.

C'est sur la base de cette analyse, très sommairement résumée ici, que nous avons abouti à la réaffirmation que l'objectif stratégique fondamental pour les marxistes était la constitution d'un parti révolutionnaire. Dans la recherche des moyens tactiques aptes à faire parvenir à cet objectif, nous nous sommes heurtés à un double obstacle : d'une part, la quasi-totalité des marxistes est constituée d'intellectuels, sans liens avec les masses ; d'autre part les aspects contradictoires et la confusion de la politique gouvernementale ne permettaient pas de définir des mots d'ordre clairs, susceptibles de rallier les masses sur des positions révolutionnaires. C'est pourquoi, partant de cet obstacle et de la situation générale, nous avons préconisé, pour parvenir à constituer le parti, ce qui était l'objectif stratégique, une tactique comportant plusieurs volets :

- le maintien d'une pression estudiantine très avancée, extérieure au régime et à ses organisations ;
- la tentative permanente d'action syndicale ;
- l'entrée des marxistes au sein du P.S.D. afin de constituer plus tard le pôle de regroupement des militants avancés, de donner le contenu le plus avancé possible aux positions des bureaucrates et surtout d'être une direction de rechange au moment de l'inévitable éclatement du PSD.

Il est clair que cette tactique, préconisée dans une phase de stabilité politique, doit être remise en cause dès lors que la situation change. Plus, les changements de situation peuvent éventuellement amener à remettre en question les objectifs stratégiques, mais cela ne pourrait avoir que deux significations : ou bien ces objectifs étaient erronés, ou bien ils ont été dépassés par les changements en question. Par exemple, pour ce qui est de la création d'un parti révolutionnaire, la constitution, extérieure aux marxistes d'un tel parti dont les dirigeants leur proposeraient une collaboration, peut constituer un dépassement de l'objectif. Qu'en est-il en Tunisie ?

Le changement de la situation réside dans la brusque maladie de Bourguiba, dont la gravité est telle qu'il est pratiquement éliminé de la scène politique. Qu'il survive ou non n'a dans le fond qu'une importance accessoire. Il pourrait tout au plus ralentir l'éclatement au grand jour des contradictions de l'équipe, il ne peut tel ou tel groupe. Dès lors, quelles sont les données qui ont changé ? La première, la plus immédiate, c'est la fin de la stabilité. Bourguiba n'étant plus capable d'amortir les chocs, ceux-ci vont commencer à se manifester publiquement. L'Unité Nationale, concentrée dans un seul homme, va redevenir pour tout le monde ce qu'elle est vraiment, un mythe.

Est-ce à dire qu'il y aura un affrontement violent et public ? Cela est peu probable, bien que possible. Mais cela ne modifie pas les conditions pour la gauche au point qu'elle puisse modifier son objectif stratégique. Il demeure nécessairement la constitution d'un parti révolutionnaire. En cas d'affrontement, il est certain que les voies de la constitution de ce parti sont à réétudier, mais il n'en reste pas moins qu'il faut y arriver, pour éviter que la situation politique du pays ne dépende uniquement, comme cela va commencer à être le cas, que de savoir de quel côté se rangera l'armée et de quels appuis extérieurs chaque faction pourra disposer. Ce genre de situation, favorable à une instabilité permanente, à la perpétuation de la confusion et inapte à l'éveil politique des masses, doit être considéré comme la plus mauvaise, même si, dans un premier temps, c'était une gile "de gauche" qui venait au pouvoir. Le but des marxistes n'est pas, en effet, d'obtenir que le pays soit gouverné "à gauche" et que s'instaurent ainsi des "conditions objectives" telles que la situation progresse.

Cette argumentation est celle du réformisme, et l'on sait, lorsque les rapports de force se sont modifiés, la réaction écarde les réformistes qui, en faisant des concessions de détail, ont sauvé l'essentiel, la base capitaliste (dans notre cas, bureaucratique lié à l'impérialisme au moins) du régime. La seule garantie contre une telle situation où chaque conquête de la "gauche" est à la merci du coup d'Etat du premier colonel venu, est la constitution d'un parti révolutionnaire avant-garde de la classe ouvrière et de la paysannerie et intimement lié aux masses

Plus que jamais, parce que n'importe quelle faction peut solliciter l'aide, ou a u moins la caution des marxistes, et que peut a insi s'insinuer la tentation réformiste, nous devons affirmer que l'objectif stratégique actuel n'est pas la participation au pouvoir ou à une combinaison visa nt le pouvoir, il reste la constitution d'un parti révolutionnaire.

Une fois ceci posé, nous pouvons revenir au problème de la tactique. Comment constituer ce parti ? Et d'abord en quoi le changement de la situation entraîne-t-il des conséquences quant à la tactique ?

Il faut d'abord revenir à l'analyse que nous faisons du régime tunisien et des raisons objectives qui l'ont conduit à mener la politique d'équilibrisme qui le caractérise : ~~incapacité~~ ^{incapacité} de la bourgeoisie à occuper valablement le pouvoir, absence de force prolétarienne candidate à ce pouvoir. En l'absence d'une intervention directe de l'impérialisme, ces raisons demeurent. Par conséquent, dans ce cas, quelque soit la faction qui l'emporte provisoirement, on a des chances de voir se maintenir -ou revenir après une vague de répression- une politique du même type. Le changement ne réside par conséquent pas dans la politique que suivra le pouvoir. En cas d'intervention directe de l'impérialisme, les données du problème seront modifiées, nous y reviendrons. Mais nous pouvons affirmer que cette éventualité semble aussi très improbable, en l'état actuel des choses : les français ne paraissent pas avoir recours à ce genre d'intervention, et toute la politique des Etats-Unis en Amérique Latine et en Afrique montrent qu'ils ne recourent à l'intervention directe que lorsque la situation leur crée vraiment un danger immédiat de perte d'une zone importante. La guerre du Vietnam est pour eux un problème grave et il n'est pas sûr qu'ils soient désireux de le multiplier, d'autant qu'il n'y a pas, en Tunisie, de risque de passage imminent au communisme. Le plus probable sur ce point est qu'ils interviendront en soutenant une faction plutôt qu'une autre, qu'ils dicteront certaines conditions politiques, mais que cela n'ira pas plus loin.

Si la politique que suivra le pouvoir n'est pas fondamentalement différente de ce qu'elle est, il y a un autre élément qui, lui, va se transformer radicalement : le P.S.D. . Nous disions plus haut que l'entrisme se justifiait par le fait que, voulant avoir un parti qui contrôle les masses, le pouvoir était obligé soit d'accepter une politisation qui pouvait aboutir à un dépassement et à une scission, soit de la stopper net, à un moment ou à un autre, et de s'exposer à ce que, au mécontentement général, s'ajoute l'hostilité de militants arbitrairement rejetés de la politique. Mais l'expérience du "renouveau" du P S D ne s'est pas suffisamment poursuivie, et n'a plus le temps de se poursuivre suffisamment pour permettre aux entristes d'exploiter une telle situation. Au contraire, leur absence jusqu'ici du parti au pouvoir leur interdit d'espérer joindre les cadres moyens et les militants de ce parti d'ici l'éclatement de la crise. Par conséquent, si on persistait dans une tactique entriste, on serait obligé d'être à la traîne de ceux des dirigeants qui seraient disposés à lancer le parti dans la bataille. Outre qu'il n'est pas sûr qu'il s'en trouve, ni qu'ils se trouvent être les gens "de gauche", les marxistes perdraient dès lors toute possibilité de constituer une direction, s'étant identifiés à l'une ou l'autre des factions.

En effet, en cas d'affrontement public, la position à l'intérieur du Parti obligerait à prendre fait et cause pour les uns ou pour les autres et à les soutenir inconditionnellement. En cas de défaite de ceux qui auraient le soutien de la gauche, la répression éliminerait cette dernière moins impitoyablement que les "révélation" contre ceux qui ont eu leur soutien, qui les discréditeraient complètement. En cas de victoire, c'est eux qui, profitant de la confusion dans laquelle aurait été accordé ce soutien, s'empresseraient de neutraliser ou de liquider la gauche, qui n'aurait de toutes façons pas pu accéder aux masses ni les organiser, et pour laquelle les perspectives de création d'un parti révolutionnaire seraient reportées à une date indéfinie. Nous le répétons, ce qui est le plus grave, ce n'est pas le retard qui serait apporté à la révolution par cette attitude, c'est la confusion qui en résulterait et qui, retardant la prise de conscience des masses, serait un très gros handicap pour le re-démarrage.

Au cas, également possible, sinon plus, où il n'y aurait pas d'affrontement ouvert, la gauche, au sein du P S D, serait paralysée et coupée de toute possibilité de recours, tout le monde se liguant contre elle au moindre mouvement. Par ailleurs, dans ce cas, il ne servirait plus à rien d'être au P S D ? ses militants les meilleurs l'auraient quitté par dégoût, les plus nombreux s'étant retirés faute de leader à qui

être fidèles : il ne resterait plus au sein de ce parti que quelques poignées de bureaucrates de bas étage et d'arrivistes de toutes sortes qui n'offrent pas le moindre intérêt pour un parti révolutionnaire. Mais, même dans le cas d'une lutte ouverte, le P S D éclaterait très rapidement en de multiples tendances, la plupart des militants renonçant à toute action en attendant que les choses changent

La disparition politique de Bourguiba s'accompagnera donc à très court terme de la disparition pratique du P S D, et par conséquent de la suppression de toute justification révolutionnaire à l'entrisme. Il nous apparaît évident que la gauche doit renoncer à ce mot d'ordre tactique qui, rétrogradons-le, était adapté à une période de stabilité bourguibienne, mais qui est dépassé aujourd'hui, si ce n'est dans les cas particuliers où il pourrait y avoir eu un certain travail entamé qu'il serait intéressant de poursuivre quelque temps encore.

Si les changements de situation nous ont fait renoncer à une tactique que nous pensons avoir été adaptée à la phase précédente, ces changements ont-ils apporté à la gauche des possibilités nouvelles ?

Tout d'abord, il nous faut revenir au problème de l'intervention de l'impérialisme américain, au cas où elle se produirait. Toute la politique suivie par Bourguiba en politique étrangère a contribué à désarmer les Tunisiens, et en premier lieu les cadres du P S D, par rapport à l'impérialisme. Dans le cas d'une intervention de ce dernier, seul un mouvement indépendant du P S D et de la bureaucratie serait capable de lancer les mots d'ordre de lutte anti-impérialiste; et, dans une certaine mesure, ce serait la chance de la gauche marxiste de prendre l'initiative et de constituer dans cette lutte le parti révolutionnaire qu'elle veut créer. Et même s'il se trouvait au sein du P S D des cadres et des militants qui accepteraient cette lutte, ils le feraient rapidement sous la direction de la gauche. Cette éventualité justifie donc également l'abandon de la politique entriste.

Et dans les autres cas ? Il pourrait se manifester une tendance aventuriste qui tiendrait le raisonnement suivant : puisque le P S D va éclater, puisque va s'ouvrir une crise et une période d'instabilité, devançons les événements, manifestons la présence de la gauche par des actions spectaculaires, imposons-nous dès maintenant comme une possibilité de solution nouvelle et préparons-nous à engager une lutte de type castriste. Contre cette tendance, il faudrait opposer que l'on ne peut lancer le peu de militants qui existent dans des actions qui leur vaudraient une répression très vive, si l'on n'est pas sûr qu'ils seront compris par les masses. La situation objective et subjective n'est pas mûre pour le déclenchement de telles actions, dont on ne voit pas en quoi, dans la situation actuelle, elles pourraient accélérer la constitution du parti révolutionnaire. Au contraire, étant donné les positions hostiles au régime, aussi bien des bourgeois que de toutes les autres classes du pays, ces actions accroîtraient la confusion, favoriseraient la réaction, et risqueraient d'entraîner une intervention impérialiste que l'on n'a aucune raison de souhaiter : si elle a lieu, il faudra y faire face, mais, de grâce, pourquoi la provoquer ? Quels résultats cela pourrait-il avoir dans un pays où la politisation ne dépasse pas encore le cadre des revendications syndicales ?

Si l'on renonce à la tentation de l'aventure et que l'on examine les possibilités nouvelles qu'offre ou que pourra offrir la situation, il faut constamment prendre comme référence l'objectif stratégique actuel, la constitution du parti révolutionnaire. Dans la situation actuelle, la première chose qu'il faut considérer est que la disparition de Bourguiba et la fin prévisible du P S D va supprimer la pesée hégémonique d'un homme et d'un parti. Par conséquent, il deviendra possible aux masses de chercher à s'exprimer, il ne se trouvera plus d'obstacles psychologiques, autres que la peur de la répression pour le faire, et le cadre dans lequel on cherchait à limiter leur libre expression aura disparu. Les conditions commencent à apparaître qui peuvent permettre la constitution d'un parti révolutionnaire, d'autant plus que les contacts avec les masses, impossibles pour les intellectuels tant qu'existe le Destour, leur deviendront plus ou moins faciles, selon les mots d'ordre politiques qu'ils lanceront.

Car la caractéristique, pour la gauche marxiste du moins, de la situation actuelle, est la possibilité qui s'annonce de commencer à dissiper la confusion, à lever les équivoques sur l'Union Nationale et à démystifier le caractère contradictoire de la politique du pouvoir. Qu'on ne s'y trompe pas, la possibilité va commencer à exister; cela ne signifie pas qu'elle est immédiate, ni surtout qu'il suffira de lan-

cer des mots d'ordre pour qu'ils soient suivis et que les masses accourent rejoindre les rangs du parti révolutionnaire. Non, tout simplement, une nouvelle phase de la lutte va commencer et les marxistes doivent se préparer le plus sérieusement possible à cette phase, car elle comporte pour eux plus de responsabilités qu'ils n'en ont jamais assumées jusqu'ici, puisqu'elle devrait déboucher, au bout d'un temps que l'on trouvera long, n'en doutons pas, à la constitution de ce parti qui fera poser d'autres objectifs stratégiques.

La première des responsabilités de la gauche marxiste, c'est d'élaborer un programme de combat, et éventuellement d'alliance. Car, si nous n'acceptons pas l'idée d'être à la traîne de X ou Y, nous n'excluons à l'avance aucune possibilité d'alliance, à condition que cette alliance se fasse sur un programme clair et sur une base de discussion. La détermination de ce programme, qui est l'une des plus importantes façons pour la gauche marxiste d'être reconnue comme interlocutrice, devra partir des contradictions de la société tunisienne et de sa propre situation. Sans préjuger du contenu de ce programme, il est clair que le mot d'ordre anti-impérialiste est une position de départ fondamentale dont il ne faudrait aucun prix accepter l'effacement au second rang ni, a fortiori, la suppression. Mais, que des alliances soient ou non possibles avec des fractions de la bureaucratie, le programme de combat est un instrument indispensable pour aborder la phase à venir. Ce programme ne doit pas être une juxtaposition de mots d'ordre, il doit être un ensemble articulé de propositions visant en premier lieu à rassembler et à éduquer ceux qui sont intéressés à la lutte pour le socialisme en Tunisie, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les intellectuels révolutionnaires.

Mores et déjà, pour les intellectuels, il est indispensable de s'armer idéologiquement pour se préparer aux combats à venir : du niveau idéologique et politique de ce noyau de révolutionnaires que sont les intellectuels marxistes dépendra pendant un temps encore la justesse des mots d'ordre, la sûreté de l'organisation, donc la marche vers la concrétisation de ce parti capable d'entraîner les masses tunisiennes dans la destruction des séquelles du colonialisme, l'élimination complète de la bourgeoisie et dans la construction du socialisme. Par conséquent, si on veut définir la tâche la plus importante de la situation actuelle, il faut, avec Lénine, répéter : "Etudier, étudier et encore étudier"

Le 3 Avril 1967